

Discours du Ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg

Jean Asselborn

Conférence pour la Paix au Proche-Orient

Paris, 15 janvier 2017

Cher Jean-Marc, Chers Collègues, Mesdames, Messieurs,

Cette année est hautement symbolique pour la question israélo-palestinienne, car elle marquera le 50^{ième} anniversaire de l'occupation, le 25^{ième} anniversaire de la Conférence de Madrid et 10 ans de séparation politique entre la Cisjordanie et Gaza qui reste sous blocus. Même si le Moyen-Orient est en train de vivre plusieurs crises graves, le conflit israélo-palestinien n'a en rien perdu de sa centralité politique, stratégique et, surtout, émotionnelle.

Penser que le Moyen-Orient pourrait retrouver la stabilité sans régler le plus ancien de ses conflits est une illusion. Ce conflit, s'il n'est pas résolu, continuera à nourrir les frustrations de par le monde et ne fera que renforcer le cycle infernal de la haine, de la radicalisation et du terrorisme.

Hélas, la situation à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza continue à s'aggraver. Le nombre de colons, de confiscations et de démolitions est en hausse. A cause de ces tendances, qui constituent des menaces pour la solution à deux Etats, nous souscrivons complètement au rapport du Quartet qui laisse douter des « *intentions à long terme* » d'Israël, qui a un choix à faire: *c'est ou la colonisation ou la solution à deux Etats*.

L'annonce du transfert de l'Ambassade américaine à Jérusalem par le Président désigné Donald Trump laisse présager du pire quant à la volonté de la nouvelle administration de poursuivre la solution à deux Etats, la seule qui soit juste et équitable. J'espère de tout cœur qu'après le 20 janvier, les choses se présenteront autrement.

Les conditions pour un nouvel horizon politique doivent être recréées, dans un cadre international pour redémarrer les pourparlers de paix. Pour cette raison, nous avons dès le début soutenu l'initiative française.

Mesdames, Messieurs,

L'adoption de la résolution 2334 peut être qualifiée d'historique.

C'est la première fois que le Conseil de sécurité s'exprime, de manière aussi claire, pour constater une évidence : la colonisation israélienne hypothèque chaque jour davantage la solution à deux Etats et remet en cause les chances de voir bâtir un État palestinien viable et indépendant. Le Conseil de sécurité a appelé Israël d'arrêter « immédiatement et complètement » sa politique illégale de

colonisation. Il est par ailleurs tout à fait inacceptable qu'en réaction du vote de cette résolution, l'ONU dans son ensemble soit pénalisée lorsque le Conseil de Sécurité joue son rôle.

Mesdames, Messieurs,

Les difficultés politiques à surmonter pour mener à bien l'initiative française restent énormes.

Mais il n'existe pas d'alternative à la solution à deux Etats. C'est la seule voie pour arriver à une paix durable entre Israël et la Palestine. Les Israéliens ont le droit de vivre en paix et en sécurité, tout comme les Palestiniens doivent pouvoir vivre en dignité et déterminer librement leur avenir.

Comment avancer vers cet objectif?

- Premièrement, il faut convaincre Israël qu'un traité de paix créant un État palestinien constitue en fait la seule garantie pour sa propre sécurité, politiquement et démographiquement.
- Deuxièmement, nous devons réaffirmer notre consensus sur les paramètres, tels que l'UE les a définis depuis 2009.
- Troisièmement, il faut promouvoir un nouveau format de négociation, élargir le cercle en y associant davantage les Européens et les pays arabes. L'Initiative de paix arabe y garde toute sa pertinence.
- Quatrièmement, nous devons soutenir les efforts de Mahmoud Abbas en vue d'un retour de l'Autorité palestinienne à Gaza. Mais nous devons également obtenir des résultats concrets dans le processus de réconciliation inter-palestinien.
- Finalement, le blocus de Gaza doit prendre fin, afin de permettre une amélioration fondamentale des conditions de vie de la population.

Cette conférence doit être suivie de mesures concrètes pour relancer le processus. Pour ce faire, il nous faudra plus d'incitations dans tous les domaines, mais aussi plus de différenciation entre Israël dans les frontières de 1967 et les colonies.

Chers Collègues,

Le temps presse et nous voudrions tous éviter un nouveau cycle de violences qui déstabiliserait le Moyen-Orient encore davantage.

Enfin, je voudrais saluer les efforts inlassables de John Kerry en faveur d'une relance du processus de paix. L'engagement et l'espoir ne sont malheureusement pas des valeurs sûres en politique internationale, mais l'indifférence ne saurait être une alternative.

Je vous remercie.